

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article13275>

Washington garde un oeil sur Paris

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : lundi 24 mai 2010

Spyworld Actu

Quand l'amiral Dennis Blair a démissionné - sous forte pression de la Maison Blanche -, le 20 mai, de son poste de directeur du renseignement national américain, les explications n'ont pas manqué : incompatibilité d'humeur entre ce militaire de carrière et la garde rapprochée de Barack Obama ; querelles de prérogatives avec la CIA, l'agence de contre-espionnage qui ne s'est jamais remise qu'après les attentats du 11 septembre 2001 l'exécutif ait cherché à la chapeauter d'un "super-directeur" chargé de coordonner les services de renseignement de 16 agences du gouvernement américain...

La presse a surtout rappelé l'attentat qui aurait pu coûter la vie de 300 personnes le jour de Noël, lorsque le jeune Nigerian Omar Farouk Abdulmuttalab a tenté de mettre le feu à l'explosif caché dans ses sous-vêtements, à bord d'un avion de ligne Amsterdam-Detroit. L'apprenti terroriste avait été signalé par son propre père comme un individu à risques mais l'alerte n'avait pas été répercutée par le Centre de contre-terrorisme (CTC) et il avait pu tranquillement prendre l'avion. Dans sa première conférence de presse après l'incident, le président Obama n'avait pu que constater sombrement que la coordination, qui devait être assurée par la Direction nationale du Renseignement (DNI) de Dennis Blair, n'avait pas fonctionné.

Beaucoup d'hypothèses mais pas de motif officiel à ce licenciement, après seize mois seulement en fonctions, d'un amiral bardé de diplômes, ayant trente-quatre ans de carrière, et ancien responsable des forces dans le Pacifique, le commandement le plus important du monde. Pressé de questions, le porte-parole de la Maison Blanche s'est borné à expliquer que le président estime que "le moment est venu" de procéder à un changement (bien que M. Blair soit déjà le quatrième titulaire du poste en cinq ans).

Dans son édition de samedi, le New York Times livre une explication supplémentaire à la disgrâce de M. Blair. Curieusement, la France y est involontairement mêlée. Selon le quotidien, l'amiral Blair avait entrepris de négocier avec le gouvernement français un accord de coopération dans le domaine du renseignement. Au terme de cet arrangement, la France aurait bénéficié d'un accès au système sécurisé d'échange et de réception d'informations et les deux pays auraient accepté de cesser leurs opérations d'espionnage sur le territoire "allié". Une version plus formelle, que le gentleman's agreement qui existe entre Washington et Londres, précise le journal.

L'idée n'aurait pas convaincu tout le monde. M. Blair aurait outrepassé - comme souvent, disent ses détracteurs - sa marge de manoeuvre. Selon le journal, le directeur du renseignement estimait que la présidence Sarkozy fournissait un moment propice pour dépasser les suspicions franco-américaines. Au lieu de se concentrer sur un accord d'échange de renseignement, il aurait fait du zèle avec le projet de "pacte".

A la Maison Blanche, certains se seraient inquiétés d'un rapprochement trop institutionnalisé avec Paris : que se passerait-il si le gouvernement français venait à être remplacé par une équipe moins amicale ? Et comment vérifier que l'accord de non-espionnage serait respecté ? "En espionnant", a ironisé un responsable du renseignement cité par le New York Times. Toujours selon le quotidien, le président Sarkozy aurait été agacé par ces problèmes internes au gouvernement américain.

Selon nos informations, Paris et Washington ont commencé à discuter de ce pacte quelque temps après l'arrivée de Bernard Bajolet au Conseil national du renseignement, l'organisme qui coiffe l'ensemble des services de renseignement français. "Blair avait proposé un accord. Cela remonte à six-huit mois", confirme au Monde Claude Guéant, le secrétaire général de l'Elysée. "C'était une perspective nouvelle et intéressante, une sorte d'aboutissement des relations", ajoute le plus proche collaborateur du chef de l'Etat français.

MM. Blair et Bajolet ont fait quelques allers-retours entre Paris et Washington. Lors de la visite officielle de M. Sarkozy à Washington, fin mars, M. Bajolet était présent mais, ont constaté les Français, l'accord n'a pas été conclu.

M. Guéant minimise la réaction de Nicolas Sarkozy à ce coup d'arrêt. "Je ne pense pas qu'il l'ait ressenti comme une désillusion. C'était en cours, cela n'a pas été formalisé. Ce n'était pas considéré comme quelque chose de très important", analyse-t-il. Le sujet n'aurait même pas été évoqué entre le président français et Barack Obama lors de leurs entretiens à Washington.

Selon une autre source diplomatique française parlant sous couvert d'anonymat, il n'y a pas lieu de surinterpréter ce nouvel épisode dans les relations transatlantiques. "Cette proposition qui nous a été faite n'a jamais débouché. Cela fait des décennies que l'on vit sans. Ce n'est pas nous qui étions demandeurs. Cela ne change rien à notre relation."

Dans cette relation officiellement sans nuages, tout n'est cependant pas toujours parfait. Il y a un an, en avril 2009, les Américains se sont inquiétés de fuites au Quai d'Orsay, après avoir vu apparaître dans Le Canard enchaîné un télégramme du directeur des affaires politiques et de sécurité au Quai - à l'époque Gérard Araud - sur son entretien avec le spécialiste des sanctions contre l'Iran au département du Trésor, Stuart Levey. Une plainte contre X... avait été déposée pour "compromission d'informations classifiées".

De même, les Etats-Unis ont récemment dérouté un appareil d'Air France et le ministre français de l'intérieur, Brice Hortefeux, a indiqué au Monde : "L'appareil a été dérouté. Nous avons demandé des éléments de renseignement, que nous n'avons pas eus." Le ministre compte bien aborder le sujet lors d'une prochaine rencontre avec Janet Napolitano, la secrétaire américaine à la sécurité intérieure.

Les responsables français mettent l'affaire - à juste titre - au compte des querelles entre services américains. Il ne leur a pas échappé que Dennis Blair a perdu la plupart des bras de fer qu'il a engagés avec Leon Panetta, le directeur de la CIA, un ancien de l'administration Clinton, beaucoup mieux introduit dans la machine politico-bureaucratique de Washington. Lorsque l'amiral a voulu chapeauter les stations de la CIA à l'étranger et avoir un droit de regard sur les affectations, voire les opérations clandestines, la querelle a dû remonter jusqu'au vice-président Joe Biden - qui a donné raison à Leon Panetta.

Selon le New York Times, le "pacte" de non-espionnage aurait mis la France à égalité de confiance avec le Royaume-Uni ou l'Australie. Le journal cite comme objet traditionnel de surveillance, côté français, l'industrie de la défense et les technologies avancées. Côté américain, la CIA s'intéresse aux "liens du gouvernement français et des entreprises avec des pays comme l'Iran et la Syrie ; ainsi qu'aux groupes militants d'Afrique du Nord dont les agents travaillent sur le sol français".

Un présupposé catégoriquement démenti par Claude Guéant. "Nous n'avons pas d'espionnage aux Etats-Unis. Nous n'avons pas de service qui agisse sur le territoire américain, indique-t-il. La coopération a toujours été d'un très bon niveau en matière de renseignement avec les Etats-Unis, qu'il s'agisse de sécurité nationale ou de lutte contre le terrorisme."

Et les Américains ? "Posez-leur la question", sourit Claude Guéant. A Washington, le porte-parole du Conseil national de sécurité Mike Hammer s'est retranché derrière la ligne officielle : pas de commentaire sur les affaires d'espionnage ou de renseignement.

Post-scriptum :

<http://www.lemonde.fr/ameriques/art...>